

François Hollande va défendre le modèle français devant la Commission européenne

En échange du desserrement de l'étau budgétaire, la Commission européenne devrait signifier au président français la nécessité de faire des réformes structurelles.

C'est un "Grand Oral" rarissime : François Hollande est attendu mercredi à Bruxelles pour une rencontre avec la Commission européenne au grand complet, qui sera l'occasion d'un échange autour des réformes structurelles réclamées à la France en contrepartie du desserrement de l'étau budgétaire.

Même si l'on assure à Paris qu'il ne s'agit que d'une coïncidence - le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a lancé cette invitation il y a plusieurs mois - cette rencontre entre un président français et les 27 Commissaires européens, inédite depuis juillet 1997, tombe à point nommé. Bruxelles a accordé début mai un délai supplémentaire de deux ans à la France pour revenir dans les clous de ses engagements budgétaires européens avec un déficit public qui ne serait ramené sous la barre des 3% du PIB qu'en 2015.

Mais en échange, le Commissaire européen chargé des Affaires économiques, Olli Rehn, a exhorté Paris à mettre en oeuvre des actions "audacieuses". "Une stratégie budgétaire de moyen terme crédible doit s'accompagner de réformes structurelles substantielles en matière de marché du travail, de système de retraites et d'ouverture des marchés", a-t-il insisté. Sur ce terrain, la France doit "marquer des buts", a renchéri José Manuel Barroso.

François Hollande n'entend toutefois pas se rendre à Bruxelles la corde au cou, mais y retrouver Olli Rehn et ses collègues pour défendre un "équilibre d'ensemble" : "Assainir les finances publiques tout en préservant la croissance, en retrouvant l'emploi et en préparant l'investissement pour l'avenir", fait-on valoir à Paris. François Hollande suggère ainsi de mettre en oeuvre de manière anticipée "l'Initiative pour les jeunes" dotées de 6 milliards d'euros. D'autres sujets d'actualité seront également abordés : la modernisation de la politique agricole commune (PAC), l'économie numérique, les politiques industrielles et de l'énergie...